



CNSA/MARNDR

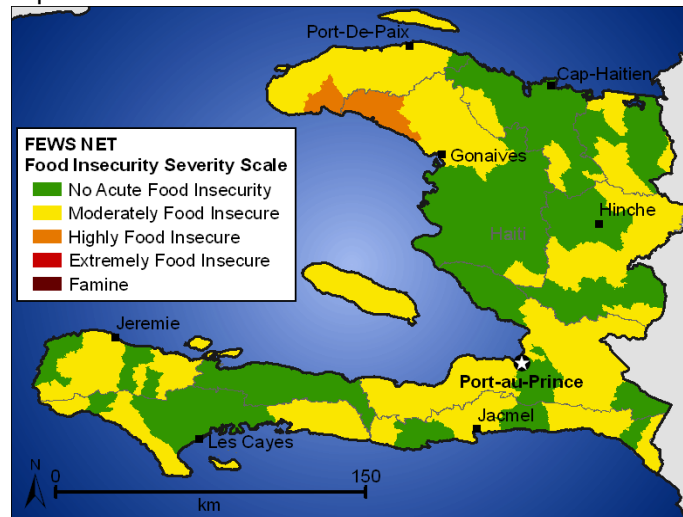


HAÏTI Perspective sur la Sécurité Alimentaire

Octobre 2010 à mars 2011

- L'enquête de sécurité alimentaire, réalisée en juin dernier, a montré une diminution du nombre de personnes en insécurité alimentaire qui a progressé d'un cran au lendemain du séisme du 12 janvier. Cette baisse a résulté de la performance des campagnes agricoles de printemps et d'été dans la plupart des zones agro-écologiques du pays, de l'exécution des programmes de *cash* et de *food for work* dans de nombreuses communes et des prix relativement stables des produits alimentaires. Les conditions de disponibilité et d'accès aux aliments s'en trouvent alors nettement améliorées et tendent même, dans la majorité des régions, à se stabiliser, bien que les conditions sanitaires et de logement laissent à désirer.
- Cette tendance s'est retournée depuis le mois d'octobre, d'une part à cause de l'épidémie de choléra qui fait des ravages au sein de la population. Elle tend à se généraliser à travers d'autres départements avec de sérieux impacts sur la chaîne de production et de commercialisation. D'autre part, outre les destructions considérables infligées au secteur agricole et au bétail et les pertes en vies humaines, le cyclone Tomas, sert de vecteur pour la propagation de la maladie suite aux inondations. Les départements jusque là non encore touchés par l'épidémie sont maintenant sous la menace imminente de la maladie. Les risques pour la sécurité alimentaire des plus pauvres, tant en milieu rural qu'en milieu urbain (notamment l'AMP) sont énormes. Ainsi tout porte à croire à une détérioration des conditions de sécurité alimentaire au cours des six prochains mois et même au-delà, ce à travers le pays, particulièrement les zones les plus affectées par les catastrophes naturelles et sanitaires de l'année 2010.
- Des périodes de sécheresse plus ou moins longues ont provoqué une baisse de la production agricole dans certaines communes de la péninsule du Nord-ouest telle qu'Anse-Rouge et Baie de Henne. Toutefois, grâce aux activités de *cash* et de *food for work*, les conditions de la sécurité alimentaire ne se sont pas détériorées dans la zone qui dépend en grande partie pour son approvisionnement en produits alimentaires de Port-au-Prince et des Gonaïves. L'occurrence d'une série d'événements tels que l'insécurité civile, les inondations dans la zone métropolitaine et le choléra dans l'Artibonite réduira le flux des produits alimentaires et l'accès aux aliments dans la péninsule du Nord-ouest entre novembre et mars. L'insécurité alimentaire modérée et haute continuera néanmoins à se manifester.
- La saison cyclonique restera active jusqu'au 30 novembre. Les tempêtes tropicales survenues de mai à octobre ont généré beaucoup de pluies qui ont causé des inondations dans le Plateau Central, le Sud, l'Ouest et les Nippes. Les sols sont maintenant saturés d'eau augmentant ainsi les risques d'inondations dans les plaines, d'éboulements et de glissements de terrain sur les collines. Cependant, on a observé aussi l'effet bénéfique de ces pluies sur les points arides du Nord (la Victoire, Pignon par exemple), du Sud-est (Belle-Anse par exemple) et du Nord-ouest (Jean Rabel, Bonbardopolis, Mole Saint-Nicolas, etc.) où les plantations de sorgho et d'autres cultures se développent convenablement à la faveur de ces pluies.

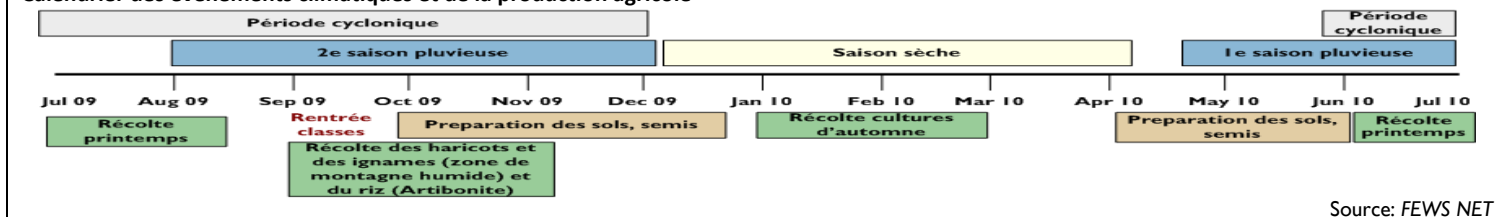
Figure 1. Résultats de la sécurité alimentaire, Septembre/octobre 2010



Source: FEWS NET

Pour plus d'informations sur l'échelle de sévérité de l'insécurité alimentaire de FEWS NET, veuillez consulter: www.fews.net/FoodInsecurityScale.

Calendrier des événements climatiques et de la production agricole



Source: FEWS NET

Ce rapport a été rendu possible grâce au support des organismes suivants:



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



European Union



Programme Alimentaire Mondial

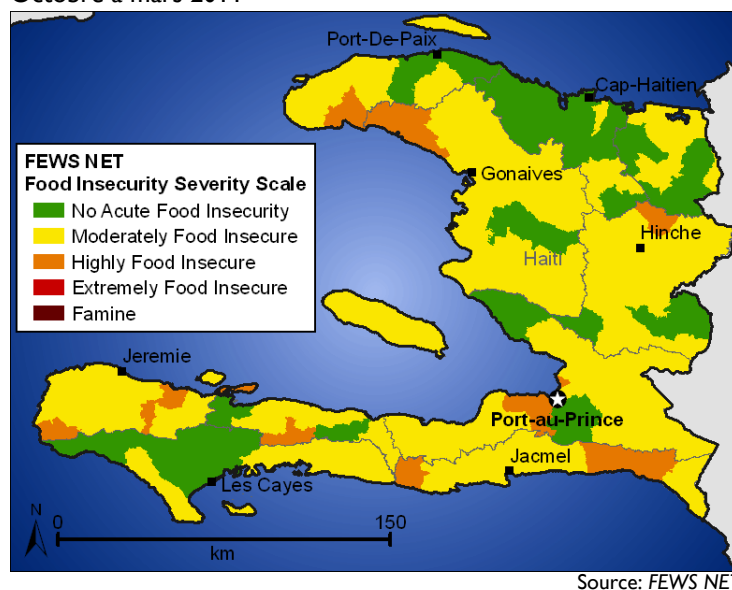


Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui appuient la CNSA (Union Européenne, FAO, PAM) et FEWS NET (USAID).

Scénario le plus probable d'octobre 2010 à mars 2011

Le nombre de personnes en insécurité alimentaire haute et modérée, qui a augmenté significativement suite au séisme, a connu une baisse au cours des mois qui ont suivi. C'est ce qu'a révélé l'enquête EFSA II réalisée en Juin dernier (voir le bulletin de septembre 2010). Et plusieurs facteurs ont concouru à cette amélioration : la bonne performance de la campagne agricole de printemps, la mise en place d'activités de cash et de *food for work*, la distribution d'aide alimentaire et les prix relativement faibles des produits importés, au niveau des différents départements du pays. Mais la situation de sécurité alimentaire tend à se détériorer dans certaines régions affectées par l'épidémie de Cholera et le passage du cyclone Tomas. Les dommages causés au secteur de la production et de commercialisation des aliments risquent de peser longtemps sur les conditions de sécurité alimentaire en Haïti (figure 2).

Figure 2. Résultats de la sécurité alimentaire les plus probables, Octobre à mars 2011



Des évaluations rapides, menées par différents acteurs de terrain (FAO, MARNDR...), ont révélé que les conditions de disponibilité, d'accessibilité et d'utilisation des aliments se détériorent de manière considérable. D'une part, l'épidémie de choléra qui frappe la vallée de l'Artibonite, une zone de plaine irriguée dont dépendent près de 80 pourcent de la production nationale de riz, fait des remous à travers le pays. Les conséquences sur la sécurité alimentaire des habitants de cette zone et des régions avoisinantes sont importantes. Plus de 1000 morts sont recensés en moins d'un mois et le nombre de personnes hospitalisées pendant la même période s'élève à plus de 18000. Cette maladie se propage déjà dans d'autres régions du pays, particulièrement dans l'ouest, le haut Artibonite (Gonaïves notamment) et le grand Nord favorisée par les inondations et les déplacements de population où les conditions sanitaires laissent à désirer.

Cette situation porte les agriculteurs à fuir les plantations des zones irriguées, par manque d'information sur la façon de se protéger contre la maladie. De plus, très peu d'informations semblent disponibles quant à l'utilisation des produits agricoles provenant des périmètres et des villages affectés. Dans les circonstances normales la plupart des produits est surtout « exporté » vers Port-au-Prince. Ainsi, y aura-t-il risque de perdre ce marché si les consommateurs ne font plus confiance aux produits des régions affectées.

D'autre part, le cyclone Tomas, qui a frappé Haïti au tout début de novembre 2010, a laissé beaucoup de dégâts sur son passage. Les zones les plus touchées sont la péninsule du Sud (Grande'Anse, Sud, Sud-est, les Nippes), l'Ouest (de façon particulière Léogane), l'Artibonite, le Nord-ouest (le Far West), le Nord-est (Ferrier/Maribaroux). Outre les pertes en vies humaines (environ 20 personnes) enregistrées, le secteur agricole a essuyé de lourdes pertes tant au niveau des infrastructures qu'au niveau des plantations. Cette situation, combinée avec l'épidémie de cholera sévissant maintenant dans maintes régions du pays, n'est pas sans incidence sur la sécurité alimentaire des populations résidant dans ces zones, du point de vue de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des aliments de base.

Au niveau du secteur agricole, les cultures les plus touchées sont le pois Congo, le sorgho, la banane, le maïs, le manioc, ceci tant dans les plaines qu'au niveau des montagnes. Par exemple, dans le Sud (au niveau des six (6) communes la côte Sud), où les pertes sont aussi élevées après la Grande'Anse, sur 6805 hectares emblavés de ces cultures, 4261 sont détruits, soit plus de 63% des superficies cultivées. Les cultures les plus affectées sont le sorgho (84% des plantations), la banane (83%) et le pois congo (81%). Néanmoins les plantations de maïs ont subi moins de dommages, sauf à Port-au-piment où environ 60% des superficies emblavées sont perdues. Des pertes de culture sont également signalées dans les Nippes, le Plateau Central, le Nord-est et l'Ouest. Ces dernières ne sont pas cependant significatives. A cela s'ajoutent les destruction et l'ensablement des infrastructures agricoles en particulier les canaux d'irrigation, les routes agricoles et communales, etc.

Quant au bétail, les pertes sont aussi énormes, notamment dans le département du Sud-est où elles sont estimées à environ 2839 têtes de bétail emportées par les rivières en crue. Les caprins ont payé le prix le plus lourd avec plus de 81% des

pertes, soit 2307 caprins, dont plus du tiers est enregistré dans la commune d'Anse à Pitre. Le secteur de la pêche n'a pas non plus été épargné : un nombre important d'équipements et de matériels de pêche (canoës et autres) ont été emportés par les eaux en furie.

Malgré tout, les échanges commerciaux entre Port-au-Prince et ces différentes régions vont jusqu'ici bon train et les marchés continuent donc d'être alimentés normalement en produits de toutes sortes. Les prix moyens de la plupart d'entre eux affichent une nette stabilité tandis que d'autres continuent à baisser. C'est le cas de la farine de blé et des huiles de cuisson dont les prix se stabilisent depuis septembre. Ceux du maïs, du sorgho, des tubercules et des racines continuent d'afficher une tendance à la baisse. Toutefois, le riz importé, l'un des céréales les plus consommés en Haïti, a subi une augmentation significative sur presque tous les marchés.

Une enquête réalisée en octobre 2010 par la CNSA, en partenariat avec Fewsnet, le PAM, la FAO et l'ACF sur l'impact de la hausse du prix des céréales sur le marché international, a montré que, comparé au mois de juin 2010, les prix de vente des riz importés ont connu une augmentation de 13% pour la variété Tchaco et de 31% pour la Mega. Selon les importateurs de riz, cette hausse est imputable à l'augmentation des prix internationaux due principalement à la diminution des rendements du riz américain. Toutefois, de façon générale, la hausse des prix enregistrée depuis juin 2010 au niveau international n'a commencé à se transmettre aux consommateurs qu'à partir de la mi-octobre avec, sans surprise, un impact plus important sur le riz importé qui a connu en deux semaines une augmentation de 25% à Port-au-Prince. De façon similaire, la marmite de six livres est passée de 120 gourdes à 150 gourdes en une semaine à Jacmel, soit une augmentation de 25 pour cent.

Cette tendance continuera à se manifester et à se généraliser en Haïti pour atteindre un pic en décembre, puis en février/mars 2011. Elle aura des impacts négatifs sur l'accès, donc sur l'état de la sécurité alimentaire des ménages pauvres en milieux urbain et rural qui, pour se nourrir, s'approvisionnent d'ordinaire sur le marché. Cette situation combinée avec les retombées négatives du cholera et du cyclone Tomas et d'autres catastrophes naturelles qui pourraient survenir dans le pays, aura un impact négatif sur :

1. La sécurité alimentaire des familles des zones affectées;
2. L'économie rurale avec la chute du riz local notamment sur les différents marchés suite à l'épidémie;
3. L'agriculture risque de perdre sa place prédominante dans la région de l'Artibonite notamment, considérée comme grenier du pays avec ses potentialités de production énormes.

Dans une telle configuration, les conditions de sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité et utilisation des aliments) peuvent se détériorer pour les prochains six mois. Ce qui sous-tend une augmentation du nombre de personnes en insécurité alimentaire chronique ou modérée.

En résumé, les informations disponibles à ce jour permettent de faire les hypothèses suivantes, pour les six prochains mois:

- La disponibilité des intrants agricoles pour la campagne du haricot d'hiver en décembre dans les plaines irriguées sera assez importante cette année grâce aux subventions et aux dons faits aux agriculteurs par les institutions tant nationales qu'externes;
- La demande de main d'œuvre sera plus élevée que d'habitude dans les zones affectées par le séisme grâce aux travaux de reconstruction sur toute la période de la perspective, par contre elle sera faible dans la péninsule du nord-ouest suite à l'épidémie du cholera dans l'Artibonite;
- Les transferts d'argent de l'étranger atteindront le pic annuel pendant les fêtes de fin d'année en décembre;
- Des inondations des basses terres dans les départements de l'Artibonite, de l'Ouest, du Nord du Sud, et dans la zone métropolitaine sont à espérer entre octobre et décembre ;
- Une nette amélioration est prévue dans le pré-positionnement de nourriture et kits d'hygiène dans les zones les plus vulnérables aux fortes chutes de pluie comparées à l'année 2008;
- Des manifestations violentes et l'augmentation de la criminalité dans les grandes zones urbaines sont à redouter à l'approche des élections entre octobre et décembre.
- Le cholera prend de plus en plus de l'ampleur et la spychose s'installe chez tous les individus tant les risques de contamination et de propagation sont élevés.

Par ailleurs, de nombreuses régions du pays sont devenues encore plus vulnérables aux inondations, suite aux pluies diluviennes qui s'y abattent presque quotidiennement. Les sols, en général très superficiels sur les collines, sont saturés d'eau, ce qui augmente le risque d'occurrence des glissements de terrain dans les hauteurs, des éboulements et des inondations dans les plaines. Le passage de tempêtes tropicales, aurait des incidences graves sur les installations agricoles comme c'est le cas pour Tomas. Des plantations pourraient être détruites, des animaux de ferme tués, des maisons détruites ou endommagées. L'occurrence de tels événements demeure possible jusqu'à la fin de novembre avec des

impacts négatifs sur les conditions de vie des personnes vulnérables en précipitant un nombre élevé de ménages pauvres en insécurité alimentaire élevée.

La zone métropolitaine

Depuis le séisme du 12 janvier 2010, la zone métropolitaine est devenue encore plus vulnérable aux intempéries. Plus d'un million de personnes vivent sous des tentes dans des camps établis sur des places publiques, dans les rues ou sur des espaces libres non aménagés à cette fin. La situation sanitaire dans la plupart de ces abris provisoires s'est trouvée détériorée pendant la saison cyclonique et particulièrement en septembre et octobre où les pluies étaient plus fréquentes et accompagnées parfois de violents vents. Ceci indique un terrain fort propice pour la propagation du choléra qui a déjà fait tant de victimes sur son passage.

Ces pluies ont causé des dégâts notables sur les campements. Environ vingt morts sont dénombrés. Les rues défoncées, jonchées de piles de gravats entraînés par les eaux de ruissellement gênant la circulation ; des mares d'eau sont formées partout dans les rues et dans les espaces vides. Comme prévue dans les publications antérieures, les ménages vivant sous les tentes sont les plus exposés. Beaucoup de tentes ont été détruites forçant les résidents à se réfugier ailleurs. De nombreux sont retournés sur les lieux grâce à de nouvelles tentes mises à leur disposition. De plus, des annonces d'ouragans menaçant la zone métropolitaine, créent une psychose de peur chez les habitants des camps ; ce qui pourrait leur enlever le sommeil et affecter à la longue leur santé, surtout après avoir vécu le cauchemar du 12 janvier.

La saison cyclonique ne touche pas encore à sa fin et la probabilité d'être atteint par une tempête tropicale est toujours de mise et cela jusqu'à la fin du mois de novembre. Les effets sur la sécurité alimentaire dépendront des dégâts causés sur les cultures dans les régions, sur les stocks et les routes de desserte. Une diminution de la disponibilité alimentaire et une augmentation des prix s'en suivront en décembre et janvier. Les populations vivant sous des tentes ou dans des zones vulnérables comme Cité Soleil, Martissant et les collines du Canapé-Vert, entre autres, sont les plus concernées. La situation pourrait même se dégrader par une augmentation de l'incidence de certaines maladies telles que la diarrhée, la malaria, le choléra, la dysenterie, etc. Elle pourrait même s'étendre à toute l'aire métropolitaine, vu le niveau de vulnérabilité accru qu'elle vit depuis le séisme du 12 janvier. En tenant compte de l'échelle de sévérité de l'insécurité alimentaire de FEWS NET, la zone peut basculer en insécurité alimentaire élevée en février/ mars.

Outre le risque de désastre naturel, la période électorale fait aussi peser de lourdes menaces sur la population. La situation socio-politique risquerait de se dégrader si les élections présidentielles et législatives feraient l'objet de contestations. De violentes manifestations surtout dans la région de Port-au-Prince et des grandes villes de province comme Gonaïves, Cap Haïtien, les Cayes et Jacmel, pourraient ralentir ou même interrompre l'activité économique. Un tel ralentissement (augmentation du coût du transport et risques liés à l'insécurité civile) aboutirait à une hausse des prix généralisée et une baisse du revenu des ménages, surtout de celui des ménages pauvres dont la plupart vivent du secteur informel. Ces derniers ne pourraient pas continuer leur activité commerciale dans les rues de la ville à cause des manifestations et de l'insécurité. L'accès aux produits alimentaires diminuerait, ce qui accentuerait le mécontentement de ce segment de la population.

Parallèlement à ces deux chocs d'ordre climatique et politique, considérés comme endogènes, un troisième, plutôt exogène, risque également de plonger la zone métropolitaine dans l'insécurité alimentaire haute, d'après l'échelle de sévérité de FEWS NET. Il s'agit de la montée des prix des produits importés. La population sentirait davantage l'effet au cours du mois de mars, à l'approche de la période de soudure qui s'étale d'avril à juin. Les cours des produits internationaux comme le riz, la farine et autres denrées alimentaires importées continueront à monter, et se transmettront dans l'aire métropolitaine. Vu qu'Haïti importe plus de 51 pour cent des produits alimentaires nécessaires à la satisfaction des besoins énergétiques de la population, il y aurait un problème d'accès qui toucherait plus particulièrement les plus pauvres des bidonvilles et des camps. Tout ceci se traduirait par une augmentation du nombre de personnes en insécurité alimentaire. Cependant vu la tendance actuelle des prix au niveau international, cette augmentation n'atteindra pas le niveau de 2008 où les prix des produits alimentaires de base ont grimpé à plus de 70 pourcent par rapport à 2007.

Pour faire face à ces différentes anomalies, de nombreux ménages pourraient être contraints à abandonner la zone métropolitaine pour se réfugier dans les régions plus clémentes, particulièrement pendant la période électorale en novembre et en décembre. Avec l'augmentation des prix qui se fera de manière à affecter l'accès des pauvres aux aliments, ces derniers chercheront à augmenter le nombre de jours de travail pour améliorer leur revenu. Les organisations humanitaires tenteraient de mitiger la situation en apportant de l'aide alimentaire.

La zone métropolitaine jouit présentement d'une bonne disponibilité alimentaire et d'une amélioration de l'accès grâce à la création de nouveaux emplois dans la construction par des particuliers et les programmes de *cash for work* pour le nettoyage des villes. Cependant, cette situation pourrait se renverser en novembre et décembre suite à aux intempéries de

septembre et d'octobre qui provoquaient des dommages considérables et à l'épidémie de cholera qui atteint maintenant certains artères de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince notamment les camps d'hébergement. Il s'en suivrait une aggravation de la sécurité alimentaire qui passerait de modérée à l'insécurité alimentaire élevée suivant l'échelle de sévérité d'insécurité alimentaire de FEWS NET. Toutefois, avec la fin de la saison cyclonique, les récoltes d'hiver de janvier à mars, l'installation probable d'un nouveau gouvernement en février, l'augmentation des transferts au cours de la période des fêtes de fin d'année, l'endigement éventuel de l'épidémie du cholera, les conditions de la sécurité alimentaire dans la zone métropolitaine s'en trouveront améliorées jusqu'à la fin du mois de mars.

La péninsule du Nord-ouest

La péninsule du Nord-ouest a connu des moments de sécheresse pendant les deux dernières saisons pluvieuses entraînant une baisse de la production agricole dans les communes d'Anse-Rouge et de Baie de Henne. Depuis le début de cette année, ces communes sont en insécurité alimentaire élevée due à la sécheresse qui les a frappées en 2009. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire résidant dans la péninsule est estimé à 113.700, soit environ 37 pourcent de la population. Connue comme une zone agropastorale sèche, les principales sources de revenus des habitants sont la vente de main-d'œuvre, de produits agricoles et de charbon de bois et autre commerce.

L'existence des travaux de cash et de *food for work* ont contribué à une amélioration de la disponibilité alimentaire. Les prix des produits alimentaires ont subi une baisse par rapport à 2009, facilitant ainsi l'accès aux aliments. Toutefois, les récoltes de sorgho et d'haricot, attendues en février et mars à Jean Rabel et Bombardopolis, ne suffiront pas à une amélioration de la disponibilité alimentaire. La situation peut même se détériorer avec le développement du choléra dans l'Artibonite où, à chaque saison agricole, des emplois sont offerts à des ouvriers venant de la péninsule. Cette opportunité est maintenant différée et les travailleurs devront attendre le contrôle de l'épidémie par les autorités sanitaires avant de retrouver leur emploi.

Les troubles civils, si elles se produisent dans la zone métropolitaine, pourrait engendrer un ralentissement dans la circulation des biens pendant les mois de novembre et de décembre. La disponibilité alimentaire sera réduite pendant toute cette période et même au-delà. Les marchés seront moins achalandés. Il s'en suivra une augmentation des prix. Les plus pauvres, particulièrement ceux qui auront perdu leur emploi comme ouvriers agricoles dans l'Artibonite, basculeront dans l'insécurité alimentaire haute. Ces derniers auront recours aux stratégies d'adaptation généralement pratiquées dans la zone comme la production du charbon de bois, la vente de jeunes animaux ou d'autres actifs comme les outils agricoles, une situation qui pourrait durer jusqu'à la fin du mois de mars et contribuera à décapitaliser les ménages pauvres et accentuer la dégradation de l'environnement.

Recommandations

Tenant compte de la situation qui se développe à travers le pays, il est recommandé aux gouvernement et institutions travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire de :

- 1) Mettre à disposition des agriculteurs des zones touchées par le cyclone Tomas des semences, des engrais et des outils agricoles pour réussir la saison de haricot d'hiver ;
- 2) Préparer, avec anticipation, la saison de printemps 2011 ;
- 3) Implémenter des travaux de cash for work au niveau des zones touchées par le cyclone Tomas ;
- 4) Accroître la mobilisation et la sensibilisation sur la nécessité de respecter les conditions d'hygiène dans les camps et à travers tout le pays ;
- 5) Protéger la production agricole de l'Artibonite contre la stigmatisation suite à l'épidémie de Cholera ;
- 6) Développer une politique de stabilisation des prix alimentaires pendant la période février/mars 2011.

Tableau I. Événements de faible probabilité dont l'occurrence peut changer le scénario le plus probable au cours des six prochains mois.

Zone géographique	Événements	Impact sur la sécurité alimentaire
Ensemble du territoire	Signature d'un pacte de non agression entre les différents chefs de partis politiques.	Le pacte est signé et respecté. Les incidents politiques enregistrés ne provoquent aucune manifestation publique violente. La population continue à vaquer à ses occupations pendant toute la période électorale. Les échanges commerciaux continuent comme par le passé facilitant une bonne disponibilité des produits alimentaires dans les marchés.
	Les intrants agricoles sont disponibles et accessibles à la plupart des agriculteurs. Une très bonne distribution des pluies et l'absence de pertes liées aux inondations ou aux vents renversant les cultures dans les champs, permettent une très bonne production agricole (sorgho et pois Congo dans les zones de plateau et montagnes sèches, haricots et légumes dans les plaines irriguées et les montagnes humides)	Une très grande disponibilité de produits alimentaires dans les zones de consommation. Avec les activités de <i>cash-for-work</i> mises en œuvre et les programmes de transferts de cash, les ménages pauvres obtiendraient des emplois et auraient accès à la nourriture. Ce qui contribuerait à diminuer le nombre de personnes en insécurité alimentaire dans les zones où se seraient produites des intempéries.
Toute la péninsule du sud et le département de l'ouest	Occurrence de tempêtes tropicales	Plantations affectées ou détruites par endroits, routes coupées, inondations des plaines, glissements de terrains, pertes des stocks dans les zones affectées.
Les départements de l'Artibonite, Centre, Nord-ouest et ouest	Les autorités sanitaires contiennent la propagation du choléra.	Les activités économiques entre l'Artibonite et les zones avoisinantes reprennent leur cours normal et la frontière haïtiano-dominicaine s'ouvre à nouveau.